

# ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

## Le gouvernement met la SEEG sous pression

GM.NTOUTOUME-NDONG  
Libreville/Gabon

FACE aux difficultés d'accès à l'eau potable et à l'électricité des Gabonais, le ministre de l'Énergie et des Ressources hydrauliques, Jeannot Kalima, est monté au créneau vendredi dernier. Le membre du gouvernement s'est

rendu au siège de la Société d'énergie et d'eau du Gabon (SEEG) pour exprimer les attentes des autorités.

"Le service public, c'est de permettre en tout temps, chaque jour, du 1er janvier au 31 décembre, que les Gabonais aient de l'eau au robinet et qu'ils aient l'électricité. La SEEG c'est le service public à fournir aux usagers mais elle ne le fait pas

!", a-t-il dénoncé à l'issue de son échange avec les responsables de l'entreprise.

Pour le ministre, la SEEG ne parvient pas à assumer son rôle. Au sein de la population, le stress hydrique et les coupures intempestives d'électricité perturbent la quiétude sociale. Plusieurs quartiers de Libreville n'ont pas d'eau potable ces dernières années. Ce déficit a laissé émerger le commerce illégal de l'eau, un marché maîtrisé par des ressortissants ouest-africains.

A l'intérieur du pays, la situation est identique. En fin de semaine dernière à Lambaréné, les riverains ont exprimé leur mécontentement. "Il est de notre responsabilité de ramener à l'ordre les uns et les autres. C'est un message important parce que nous avons des instructions très fermes...", a renchéri Jeannot



Photo : Scott Ngokila

**Le ministre de l'Énergie et des Ressources hydrauliques, Jeannot Kalima.**

Kalima. L'entreprise a reçu l'instruction de dresser dans l'urgence un état des lieux des investissements actuels. Le ministre a aussi annoncé la

livraison, en fin novembre, de trois forages industriels dans les zones Serpentin, Belle-Vue et Carrefour-Chantale à Libreville.

## CNSS : l'horizon commence à s'éclaircir



Photo : DR

Abel EYEGHE EKORE  
Libreville/Gabon

LA 4ème session du Comité de surveillance et de contrôle des organismes de prévoyance sociale (CSCOPS) s'est tenue samedi dernier à Libreville. Elle était présidée par les ministres de la Santé, Pr Adrien Mongoungou, et des Comptes publics, Charles Mba.

Il s'agissait de faire le point de la gestion de la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS), un organisme placé sous administration provisoire, en juin 2022. Il était, en outre, question de faire le point de la trésorerie de la Caisse et de discuter des questions du paiement éventuel des pensions du 4e trimestre, a fait savoir le président du CSCOPS, le ministre de la Santé, Pr Adrien Mongoungou.

"Lors de cette rencontre, quelques décisions fortes ont été prises, à savoir qu'il est urgent que nous sortions de cette situation d'administration provisoire avant le 31 décembre 2023. Mais il y a également quelques assurances, un espoir parce que sans préjuger de ce qu'il se passera au

31 décembre, la Caisse se porte encore bien mieux qu'il y a un an lorsque nous avons mis en place cette administration provisoire. Il y a une sécurité par rapport à l'offre dont les prestations aux retraités et il y a une garantie qu'ils seront payés au 4e trimestre", a assuré le membre du gouvernement.

Avant d'ajouter que des questions de règlement du 13e mois aux agents ont aussi été évoquées. "Et là aussi les perspectives nous semblent bonnes", a-t-il abondé. Pour rappel, en juin 2022, l'État gabonais a procédé à la dissolution du Conseil d'administration de la CNSS, à la cessation de fonctions des membres de la Direction générale et à la mise en place d'une Administration provisoire dont la durée a été prolongée jusqu'à fin décembre 2023.

Le CSCOPS dont les missions sont la supervision du fonctionnement de l'administration provisoire, la bonne exécution de la mission de service public confiée à la CNSS, l'adoption du budget et la validation du plan de trésorerie avaient été créés à cet effet.

## Journée africaine de la statistique : moderniser les systèmes de données

GM.NTOUTOUME-NDONG  
Libreville/Gabon

LE Gabon a célébré, samedi dernier, la Journée africaine de la statistique. Cet événement se tient sur le continent le 18 novembre de chaque année.

A Libreville, la célébration, qui s'est tenue au siège de la Direction générale de la statistique (DGS) a principalement été ponctuée par l'allocation du ministre de l'Économie, lue par le directeur général de la Statistique, Pierre Claver Mfouba, et la tenue d'une conférence-débat autour du thème général : "Moderniser les écosystèmes de données pour accélérer la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf) : le rôle des statistiques officielles et des mégadonnées dans la transformation économique et le développement durable de l'Afrique".



Photo : Scott Ngokila

**Le directeur général de la Statistique, Pierre Claver Mfouba.**

"Ce thème a été choisi pour sensibiliser les décideurs, les partenaires techniques et financiers, les producteurs et utilisateurs de données, les chercheurs et le grand public sur l'importance de la statistique officielle et les mégadonnées...", a expliqué le responsable dans son allocution.

Il a également souligné que le thème de cette année s'aligne sur celui de l'Union africaine pour 2023, à savoir : "Accélération de

la mise en œuvre de la Zlecaf", résumant ainsi l'appel à la modernisation et l'intégration des systèmes d'information sur le continent afin de produire et utiliser des statistiques officielles de qualité, tout en saisissant les possibilités offertes par les mégadonnées.

Il faut savoir que le but de cette journée est d'attirer l'attention du public sur l'importance de la statistique dans tous les aspects de la vie sociale et économique.